



DIE SPITÄLER DER SCHWEIZ
LES HÔPITAUX DE SUISSE
GLI OSPEDALI SVIZZERI

Commission de la sécurité sociale et de la santé c/o
Office fédéral de la santé publique
Karin Schatzmann
3003 Berne

Envoi par e-mail à: karin.schatzmann@bag.admin.ch
dm@bag.admin.ch

Lieu, date
Interlocuteur

Berne, 10 août 2015
Martin Bienlein

N° direct
E-mail

031 335 11 13
martin.bienlein@hplus.ch

Réponse de H+ à la consultation «Accorder plus d'autonomie au personnel soignant»

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
Chère Madame,

Dans votre courrier du 24 avril 2015, la Commission de la sécurité sociale et de la santé nous invite à nous exprimer dans le cadre de la consultation relative à l'initiative parlementaire «Accorder plus d'autonomie au personnel soignant» (Iv. Pa. 11.418). Nous vous en remercions.

H+ Les Hôpitaux de Suisse est l'association nationale des hôpitaux, cliniques et institutions de soins publics et privés. Elle compte 236 hôpitaux, cliniques et établissements médico-sociaux répartis sur 369 sites en tant que membres actifs et près de 170 associations, administrations, institutions, entreprises et particuliers comme membres partenaires. Notre réponse repose sur une enquête auprès de nos membres.

H+ soutient l'ancrage dans la loi du personnel soignant en tant que fournisseur de prestations prescripteur. Lors de l'application, les charges administratives doivent être limitées et les obligations doivent correspondre à celles imposées aux autres professions de la santé. Il convient de veiller à ce que la loi n'engendre pas de conflits d'intérêts au détriment des patients.

Vous trouverez ci-dessous nos positions dans les commentaires article par article.

Nous vous prions de prendre en considération nos demandes et nous tenons volontiers à votre disposition pour toute question.

Avec nos meilleures salutations

Dr Bernhard Wegmüller
Directeur

Commentaire détaillé

Art. 25a la. 2 let. a

Approuvé

Art. 25 al. 1

1 L'assurance obligatoire des soins fournit une contribution aux soins qui sont dispensés sur la base d'un besoin en soins avéré, sous forme ambulatoire, notamment dans des structures de soins de jour ou de nuit, ou dans des établissements médico-sociaux :

- a. sur prescription ou sur mandat d'un médecin ;
- b. sur prescription d'un infirmier ~~sans prescription ni mandat médicaux.~~

Art. 25 al. 2 (version de la majorité, avec modification)

2 Les soins aigus et de transition qui se révèlent nécessaires à la suite d'un séjour hospitalier et sont prescrits ~~conjointement~~ par un médecin ~~et~~ ou un infirmier de l'hôpital sont rémunérés par l'assurance obligatoire des soins et par le canton de résidence de l'assuré durant deux semaines au plus conformément à la réglementation du financement hospitalier (art. 49a). ...

Art. 33 al. 1^{bis}

1^{bis} Il désigne les prestations dont les coûts sont pris en charge par l'assurance obligatoire des soins ou auxquelles l'assurance obligatoire des soins contribue au sens de l'art. 25a, al. 1, si ces prestations:

- a. sont dispensées par des infirmiers sur prescription ou sur mandat d'un médecin ;
- b. sont dispensées par des infirmiers sur prescription d'un infirmier ~~sans prescription ni mandat médicaux;~~
- c. ~~sont prescrites conjointement par un médecin et un infirmier.~~

Biffer selon version de la minorité (Cassis, Bortoluzzi, de Courten, Moret, Stolz)

Art. 35 al. 2 let. d^{bis}

Approuvé

Art. 40a al. 1 et 2 (selon la minorité)

Biffer

Art. 55a, al. 1, let. c et d, et al. 2 et 4

1 let. c et d: *biffer*

H+ rejette de manière générale la régulation de l'admission à pratiquer des fournisseurs de prestations. Si elle devait se perpétuer pour les médecins, selon les art. 36, 36a et 39, et s'appliquer aux infirmières et aux infirmiers pour des motifs d'égalité de traitement, elle devrait concerner au plus les prestations des infirmiers sur prescription d'un infirmier. A défaut, il s'en suivrait une extension massive de la régulation de l'admission et une inégalité de traitement de la profession infirmière par rapport aux autres professions paramédicales.

Disposition transitoire relative à la modification du ...

Approuvé

Entrée en vigueur

Approuvé